

Communiqué de presse

Vendredi 27 mars 2009, la CGT/RATP, l'URIF CGT, les comités d'usagers ligne 13 d'Asnières-Gennevilliers/Saint-Denis/Clichy la Garenne, les associations d'usagers dé clic 17/18 et « ensemble pour la ligne 13 » ont manifesté devant le syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) pour dénoncer les conditions de plus en plus insupportables dans lesquelles sont transportés les voyageurs de la ligne 13.

Ensemble, ils ont exprimé leur « *ras-le-bol* » face au manque de mesures techniques efficaces, d'initiatives et de financement de la part de l'Etat, de la Région et du STIF pour trouver des solutions efficaces à la situation insupportable de saturation de cette ligne.

Ensemble, ils ont exigé:-

- Que des dispositions de désengorgement de la ligne 13 par le débranchement et le dédoublement soient mises en œuvre ;
- Que des solutions immédiates d'améliorations du confort des voyageurs et des conditions de travail des salariés de la ligne 13 soient étudiées ;
- L'augmentation de l'offre de transport sur les périodes le permettant (*hors heures de pointe*) ;
- Que la Région et l'état cofinancent les travaux nécessaires par des financements 100 % publics...

Reçue par Messieurs MERY, vice-président du STIF et BRAFMAN, conseiller régional/président du comité ligne 13, la délégation a abordé l'ensemble de ces points. Lors de cet échange, Monsieur MERY a annoncé que la majorité politique au Conseil Régional et le STIF a fait le choix du prolongement de la ligne 14 jusqu'à Mairie de Saint Ouen comme solution pour désaturer la ligne 13, sans pour autant mettre en œuvre son débranchement pourtant indispensable...

Pour nous, le prolongement de la ligne 14 s'inscrit dans un développement de l'offre de transport qui permettra à davantage de franciliens d'avoir accès au transport collectif mais n'est pas de nature à désaturer la ligne 13 et à améliorer le quotidien des usagers exaspérés par une situation subie depuis trop d'années !

La délégation a rappelé, sans s'opposer au prolongement de la ligne 14, qu'il faut également débrancher la ligne 13 pour que la dé-saturation soit réelle, efficace et pérenne.

Au regard des besoins exponentiels de la population en matière de transport collectif, l'ensemble des intervenants (*délégation, STIF*), convient qu'un véritable « *plan d'urgence pour les transports* » en Ile-De-France doit être mis en œuvre.

Un premier chiffrage de ce plan, tous projets confondus, s'élève à 50 Milliard d'euro.

Au regard de la somme à engager comme des intérêts que revêtent les questions d'aménagement du territoire en région capitale, de développement économique et social, de réponses aux besoins des usagers, l'Etat ne peut continuer à se désengager de ses responsabilités, notamment dans le financement de ces « *grands projets* ».

A l'issue de cette rencontre, les associations d'usagers, la CGT et le vice-président du STIF ont convenu de la tenue d'une conférence de presse commune afin d'interpeller les Franciliens, les usagers, l'opinion publique sur le nécessaire développement des transports publics dont a besoin la région Ile-de-France (*désaturation du réseau, prolongement des lignes, Métrophérique, développement du tramway, du réseau d'autobus, etc...*), sur la condamnation du désengagement financier de l'Etat dans ses responsabilités et exiger que l'ensemble de ces projets soit assuré par des entreprises publiques au travers un « *plan d'urgence pour les transports* ».

Les décisions politiques d'hier de ne pas investir dans les services publics de transport ont amené à la situation critique d'aujourd'hui en terme de saturation du réseau, les décisions politiques d'aujourd'hui définiront la qualité des transports de demain.

C'est pour peser dans cet enjeu majeur pour la Région qu'ensemble, Usagers et CGT agissent et interviennent dans ce débat citoyen, pour imposer d'autres choix, pour vivre mieux notre transport quotidien !

Paris, le 31 mars 2009